Avis de Soutenance

Madame Oriane SEIGLE-FERRAND

Droit privé et Sciences Criminelles

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

Droit de la construction et droit de la consommation

dirigés par Madame Solange BECQUE-ICKOWICZ

Soutenance prévue le **mardi 28 novembre 2017** à 9h30

Lieu : Faculté de Droit et de Science politique 39, rue de l'Université 34060 Montpellier cedex 2
salle des Actes

Composition du jury proposé

Mme Solange BECQUE-ICKOWICZ	Université de Montpellier	Directeur de these
M. Matthieu POUMAREDE	Université Toulouse 1 Capitole	Rapporteur
M. Jean-philippe TRICOIRE	Aix-Marseille Université	Rapporteur
Mme Caroline RAJA	Université de Montpellier	Examineur
M. Patrick MELMOUX	SCP VERBATEAM	Invité

Mots-clés : consommateur immobilier, logement, secteur de la construction, protections - obligations, interactions (droit), harmonisation - équilibre du contrat

Résumé :

Le véritable objectif de tous ceux qui se soucient d'assurer la défense des contractants est de pouvoir correctement articuler leurs droits et leurs obligations. Lors d'une opération immobilière de construction, deux ensembles de règles, qui sont le droit de la construction et le droit de la consommation, viennent se superposer pour apporter un certain niveau de protection au consommateur acquéreur immobilier. Corrélativement, ils génèrent de nombreuses obligations mises à la charge des professionnels. Ce projet de recherche a donc pour finalité de réaliser, d'une part, un état des lieux des différentes problématiques de protection nées de l'application cumulative de ces deux branches du droit et, d'autre part, de proposer des solutions de règlement en cas de « conflit ». En effet, si les conséquences positives d'une telle combinaison sont indéniables, cette étude ne serait pas complète si l'on n'envisageait également les effets pervers que cette double protection peuvent engendrer dans la pratique au regard de l'économie du contrat, du secteur du bâtiment et de l'esprit qui anime le droit de la construction de manière plus générale. L'objectif poursuivi étant de rendre le droit plus efficace pour sécuriser, autant que possible, l'opération de construction, pour l'ensemble des acteurs du secteur : tant professionnels, pour qu'ils prennent la mesure de leurs responsabilités et obligations (entrepreneurs, promoteurs, architectes, banquiers, notaires...) que pour le « consommateur immobilier » : accédant ou maître d'ouvrage, qui doit pouvoir avoir une vision, la plus claire possible, des contrats qui lui sont soumis afin que son consentement soit

réellement éclairé.